

Rudy Demotte

«Je n'exerce pas le pouvoir à Tournai»

jusqu'à 790. Ce chiffre est théorique. Il faut

INTERVIEW

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

A quelques jours d'un conclave budgétaire difficile pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, son ministre-président Rudy Demotte est dans l'expectative. Il espère éviter de nouvelles coupes budgétaires ou le report de certaines politiques. Plus fondamentalement, Rudy Demotte estime que son institution devra «certainement rediscuter financièrement avec les Régions (NDLR, Bruxelles et la Wallonie)». Le bourgmestre empêché de Tournai revient aussi sur ses propos musclés tenus après l'annonce de l'arrivée de 700 réfugiés dans sa ville. «Je regrette la forme.»

Il y a quelques jours, vous avez ouvertement critiqué, dans un communiqué, l'arrivée de 700 réfugiés dans votre ville de Tournai. Refusez-vous d'accueillir des demandeurs d'asile?

En envoyant ce communiqué, jamais, au grand jamais, il n'a été question pour moi de refuser l'effort de générosité et d'humanité. Je suis évidemment sensible à la condition des gens qui quittent leur pays dans la détresse. Ce qui m'a choqué, et qui me choque encore, c'est la méthode utilisée par Theo Francken (le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, N-VA). Il a annoncé un chiffre sans concertation avec la Ville de Tournai. C'est cette brutalité que je dénonce. Je regrette aujourd'hui la forme de ma communication donnant le sentiment du rejet de l'accueil.

Est-ce une faute politique?

Non, ce n'est pas une faute politique. A refaire, j'utiliserais d'autres mots mais je continuerai à condamner la méthode brutale de Monsieur Francken.

Vous n'êtes pas d'accord avec lui?

C'est le football panique, de l'improvisation. Cela m'a fait bondir. La caserne Saint-Jean de Tournai n'a pas la capacité pour accueillir autant de réfugiés (plus de 700). Le Fédéral n'a pas arrêté de diminuer le nombre de places ces six derniers mois malgré les drames qui se produisent depuis des mois en Irak ou en Syrie.

Mais vous, vous craignez de voir s'installer un ghetto dans le centre de votre ville?

On va voir s'installer dans le centre de Tournai un lieu où on ne sait pas répondre aux chiffres annoncés par le Fédéral. Un dialogue préalable aurait permis d'éviter tout cela. Mais non... Le Fédéral ne discute pas non plus des moyens qui seront mis à disposition des communes quand ces personnes quitteront la caserne. Personne ne sait ce qui va se passer surtout dans un contexte où tout le monde se sent saigné à blanc.

La caserne accueillera-t-elle 700 demandeurs d'asile?

Fedasil nous a dit qu'on pouvait pousser

droit pour cela qu'il n'y ait plus de militaires dans la caserne. Ils occupent toujours 200 places. Certains se demandent même si le gouvernement ne tente pas de fermer la dernière caserne encore en activité dans le Hainaut.

Ce dossier montre à quel point une partie de la population est effrayée à l'idée de voir arriver des réfugiés près de chez elle?

Il y a des confusions. Certains opposent les réfugiés à nos pauvres. Ce n'est pas le cas. Nous avons des dispositifs distincts. Mais en n'ayant pas de concertation et en déclarant au bourgmestre en fonction de Tournai que c'était comme cela, le Fédéral prive la caserne Saint-Jean d'une partie de ses missions sociales notamment dans le cadre du plan grand froid. 135 SDF étaient accueillis à la caserne. Cette infrastructure ne sera plus mise à leur disposition cet hiver. Nous devons régler ce problème avec la Croix-Rouge.

Quand vous voyez ce qui se passe à quelques kilomètres de Tournai, à Calais, ne devriez-vous pas en faire plus?

On ne peut pas être indifférent. Cela pose la question de l'implication européenne dans la résolution des conflits. On ne sent pas encore dans l'UE la marque d'une politique internationale suffisamment affirmée. On en paie le prix. Nous faisons tout ce que nous pouvons dans la mesure de nos moyens mais on ne sait pas aller au-delà des infrastructures disponibles. Il n'est pas question d'entasser les gens dans des conditions inhumaines. On n'a pas fini avec l'accueil des réfugiés. Il faut organiser une répartition en aval de l'urgence. Nous devons examiner comment les communes peuvent porter la deuxième vague.

Derrière votre prise de position, n'y a-t-il pas une confusion des rôles entre celui du bourgmestre empêché de sa ville et votre

poste de ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles?

Je suis ministre-président de la Fédération. À ce titre, je suis forcément impliqué. Indépendamment du fait d'avoir été élu bourgmestre, je suis aussi conseiller communal. J'ai le statut de citoyen tournaisien et d'homme politique. Cela aurait été anormal de ne pas m'entendre sur une matière qui touche ma ville. Je légitime mon intervention parce qu'elle est d'ordre politique. J'ai le droit de me prononcer sur toute matière qui m'intéresse.

Cette question du cumul des mandats empoisonne-t-elle la vie politique wallonne? Il n'y a pas d'ambiguïté.

Vous ne cumulez pas?

Non, je ne cumule pas. Je n'ai pas de revenus financiers. Je n'exerce pas le pouvoir à Tournai. Paul Magnette ne cumule pas non plus. Il porte le titre de bourgmestre élu et peut s'exprimer sur Charleroi comme Maxime Prévot le fait sur Namur et Charles Michel sur Wavre.

Est-ce un non-débat?

C'est un débat qui aujourd'hui, à côté de débats plus fondamentaux, a une nature plus aiguë.

Jean-Claude Marcourt s'est pourtant montré critique par rapport aux cumuls de certains ministres socialistes comme ceux de Paul Magnette

Jean-Claude Marcourt a fait part de son opinion. Je ne me sens pas touché par les propos de Jean-Claude Marcourt.

Un décret est-il néanmoins nécessaire pour clarifier la situation?

S'il fallait des règles, il faut qu'elles soient homogènes entre toutes les entités du pays. L'opinion publique doit savoir qu'un bourgmestre empêché ne perçoit pas un centime. Je ne perçois rien hormis le jeton de présence lié à mon mandat de conseiller communal. Si on veut maintenant aller au décret, c'est un choix que j'approuve.

La Fédération Wallonie-Bruxelles pourra-t-elle échapper à un nouveau plan d'économies dans son budget 2016?

N'oublions pas que nous n'avons pas de volet fiscal sur lequel jouer comme les autres niveaux de pouvoir. Nos recettes sont corrélées à des facteurs comme l'inflation et la croissance. Il faut attendre les chiffres du Bureau du plan. La situation ne sera pas facile pour 2016 mais l'équilibre budgétaire doit être réalisé en 2018. Si nécessaire, on regardera où des économies sont possibles et quelles politiques nouvelles peuvent être phasées autrement.

Il semble cependant que certains de vos ministres n'ont pas pris les mesures demandées pour répondre à leurs objectifs d'économies. C'est le cas notamment dans l'environnement.

Il ne faut pas mettre la pression sur l'un ou l'autre membre du gouvernement. Un examen va être fait. Les ministres qui ont été pris en défaut de suivre les rythmes d'assainissement sous le précédent ajustement budgétaire ont pris d'autres dispositions.

Les Régions sont-elles appelées à refinancer certaines de vos politiques?

Nous devons toujours discuter du financement de certaines politiques avec différents niveaux de pouvoir. Sans les Régions (NDLR, Bruxelles et la Wallonie), la Fédération ne sait pas mener ses politiques. Ce fut le cas pour le refinancement du parc immobilier scolaire. Idem pour la création de nouvelles places dans les crèches. Il faudra encore faire preuve d'inventivité. Nous devons certainement rediscuter financièrement avec les Régions.

Elio Di Rupo est-il toujours le patron incontesté des socialistes?

Les choix pris par Elio Di Rupo montrent qu'il ne reste pas inactif. Quand je regarde aujourd'hui le personnel politique socialiste, Elio Di Rupo est celui qui a la meilleure stature.